

Know your enemy : composition de classe en France

« Connais ton ennemi et connais-toi toi-même ; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites. »

Sun Tzu, L'art de la guerre

*« Yes I know my enemies
They're the teachers who taught me to fight me
Compromise, conformity, assimilation, submission
Ignorance, hypocrisy, brutality, the elite
All of which are American dreams »*
Rage Against The Machine, Know your enemy

Présentation générale

Dans la guerre de classe que nous vivons, il est important de connaître notre ennemi. Nous sommes des prolétaires en lutte contre la classe dominante et possédante que nous appelons la bourgeoisie. Si nous voulons gagner cette guerre, abolir le capitalisme et la société de classe, il nous faut des outils théoriques pertinents qui nous permettent d'avoir des pratiques efficaces. C'est pourquoi nous utilisons et développons le concept d'enquête ouvrière. Nous répertorions et analysons les données dont nous avons besoin pour attaquer ou contrer l'ennemi, et pour avoir des connaissances globales sur le système qui nous exploite. Les données que nous utilisons datent de 2019 et/ou 2020 (sauf autre date mentionnée), viennent de l'Insee, de l'Observatoire des Inégalités, de l'Observatoire des Multinationales, des sites boursiers et des rapports annuels des entreprises capitalistes. Nous avons croisé les informations pour élaborer une première approche de ce que nous considérons comme la base de la structure de la société capitaliste : l'entreprise. Cet exercice est une photographie non exhaustive de la composition de classe en France.

Quelques données générales

La République française compte 67,1 millions d'habitants (dont 2,2 millions dans les cinq départements d'outre-mer) sur un territoire de 641 184 km², soit 105 habitants par km². Les régions les plus peuplées sont l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Grand Est et PACA. Les moins de 20 ans représentent 24 % de la population et les plus de 60 ans, 26,6 %. L'espérance de vie à la naissance est de 79,7 ans pour les hommes et 85,6 ans pour les femmes. Comme pour les autres pays européens, l'évolution de la population est vieillissante et les projections montrent un ralentissement de l'augmentation de la population après 2050. L'indice de fécondité moyen est le plus élevé de l'Union Européenne avec 1,9 enfant par femme.

80 % de la population est urbaine. Les principales aires urbaines sont : Paris (12,6M d'habitants), Lyon (2,3M), Marseille-Aix (1,7M), Toulouse (1,3M), Bordeaux (1,2M), Lille (1,2M), Nice (1M), Nantes (0,9 M), Strasbourg (0,8M), Rennes (0,7M). Ces dix villes représentent 23,7 millions d'habitants, soit 35% de la population totale du pays, et un habitant sur cinq habite en région parisienne.

La France est membre de l'ONU (1945), de l'OTAN et du Conseil de l'Europe (1949), de l'Union Européenne (1957), de l'OCDE (1960), du G7 (1975), de l'OMC (1995), du G20 (1999). La France possède le cinquième budget de la Défense au monde. Elle est la troisième puissance nucléaire militaire mondiale, et l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

La France est aussi membre de la zone euro, de l'espace Schengen, de l'UNESCO, de la commission de l'Océan Indien et de la communauté du Pacifique. Elle possède la deuxième plus grande Zone Economique Exclusive, derrière les États-Unis et devant l'Australie, avec 10,2 millions de km².

Composition de classes

1. Prolétariat

La population active est estimée à 30 millions de personnes : 10 % sont en CDD, 75 % en CDI, 1,5 % sont apprentis, 2,5 % intérimaires, et 11 % sont considérés comme non-salariés. Les 27 millions de salariés sont pour 2,5 % dans l'agriculture, 13,3 % dans l'industrie, 6,7 % dans la construction et 76,1 % dans les services. Le taux d'emploi des 15-64 ans est de 75,8 % pour les hommes et 68,2 % pour les femmes. Le taux d'emploi des 15-24 ans est de 37,7 %.

La France compte 6,15 millions de chômeurs en cumulant les catégories A, B et C de Pôle Emploi. Au premier janvier 2020, le montant mensuel brut du smic est de 1539,42 euros pour 151,67 heures de travail. Le salaire net médian en équivalent temps plein est de 1845 euros par mois.

5,7 millions de personnes travaillent dans le secteur public (dont un million sous statut de contractuels) : 44,2% travaillent dans la fonction publique d'État, 34,8% dans la fonction publique territoriale et 21% dans la fonction publique hospitalière. La police nationale compte 150000 agents et l'armée 274000 actifs dont 70000 réservistes et 61000 personnels civils.

Selon le Code du Travail, le temps de travail hebdomadaire légal à temps plein est de 35 heures et ne peut dépasser 10 heures par jour en théorie. Mais selon les branches professionnelles et les conventions collectives, l'aménagement du temps est très variable. Les salariés français ont droit à 11 jours fériés payés par an et à 25 jours de congés payés. Pour le congé maternité, les employées ont droit à 6 semaines avant et 10 semaines après l'accouchement, et à partir du troisième enfant 8 semaines avant et 18 semaines après l'accouchement.

16,2 millions de personnes sont retraitées. Le montant moyen mensuel de la pension tous régimes confondus est de 1331 euros nets, le montant médian est de 1760 euros. Plus de 10 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 1063 euros par mois pour une personne seule. En 2018 selon Oxfam, les 5 % les plus riches concentrent 40 % des richesses du pays. Selon l'Observatoire des Inégalités, 60% de la population a moins de 113497

euros de patrimoine, 40% a moins de 38654 euros, 20% a moins de 1128 euros.

On a souvent entendu, ces trente dernières années, que la classe ouvrière avait quasiment disparu en France. Pourtant, même selon le classement des catégories professionnelles très critiquable de l'Insee, les ouvriers, principalement dans le secteur secondaire, sont encore 5,5 millions. Le déplacement de l'industrie vers d'autres pays, la robotisation et l'automatisation de certaines tâches ont certes fait diminuer le nombre d'ouvriers d'usine sur plusieurs décennies. Mais il faut aussi prendre en compte la tertiarisation de l'économie dans laquelle on trouve des employés (selon la catégorie de l'Insee) dans les services qui font des travaux répétitifs, devant respecter des cadences comparables aux ouvriers d'usine. Sans oublier une précarisation de l'emploi, avec les CDD, l'intérim, la sous-traitance, les travailleurs saisonniers, les auto-entrepreneurs qui représentent des millions de prolétaires au quotidien précaire faisant un travail d'ouvrier au sens propre du terme.

2. Bourgeoisie

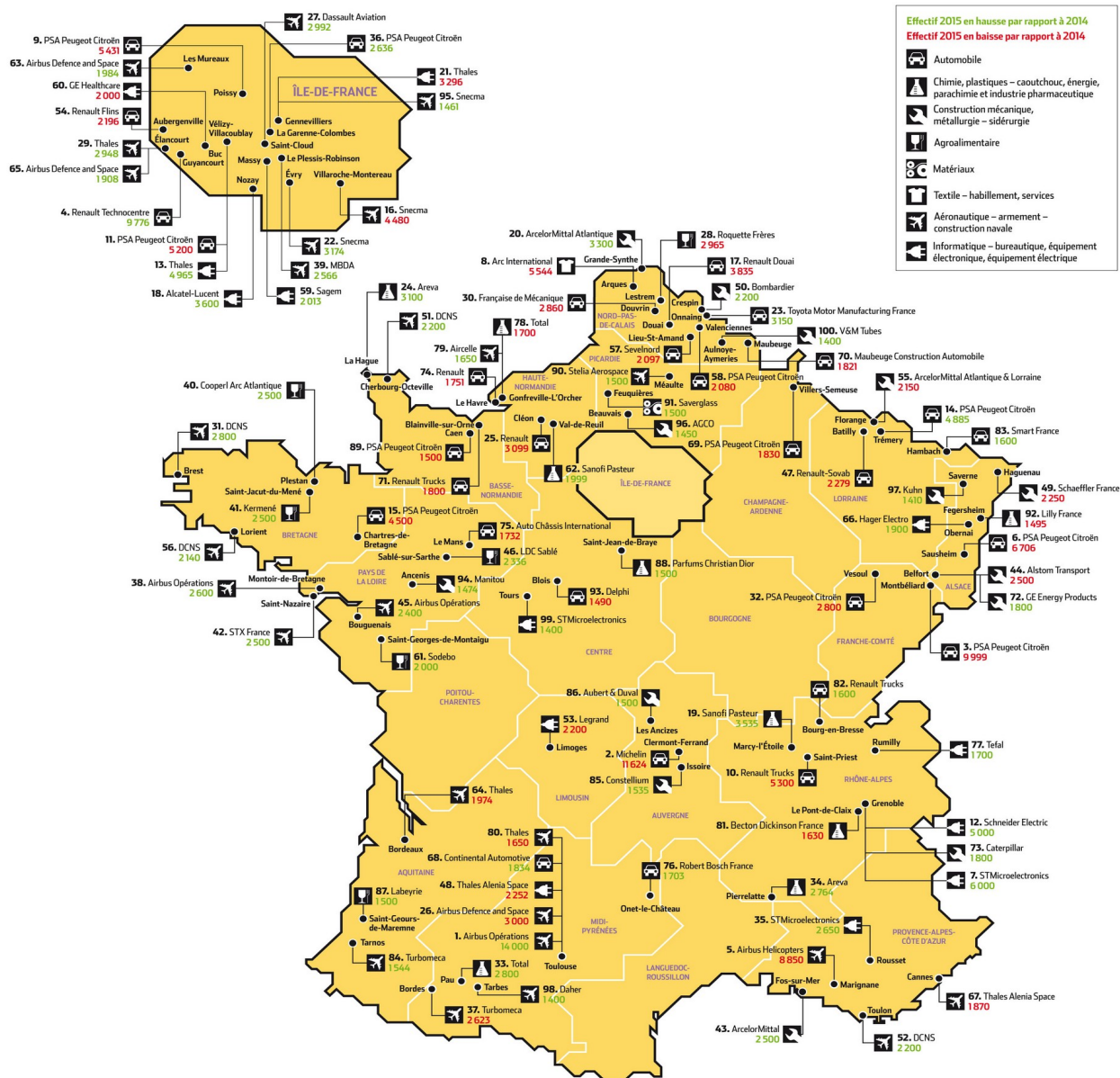
La bourgeoisie est une classe composite sur la forme mais uniforme sur le fond : elle possède le pouvoir. Elle est composée des politiques, des hauts-fonctionnaires, des rentiers, des actionnaires, des administrateurs, des chefs d'entreprises. Certains bourgeois peuvent avoir plusieurs casquettes et cumuler les pouvoirs. Il y a bien évidemment des différences de taille entre les entreprises et donc entre les patrons, tout comme entre un ministre et un maire, entre un fond d'investissement et un actionnaire particulier. Notre objet d'analyse est le dénominateur commun : le rapport social capitaliste qui s'exerce de la très petite entreprise à la multinationale, de la collectivité locale aux institutions européennes, du local au global.

La bourgeoisie est une classe cosmopolite, mondialisée. Elle parle plusieurs langues, elle est connectée au marché mondial. Ses enfants fréquentent les grandes écoles des plus importantes métropoles. La bourgeoisie possède les caractéristiques suivantes :

- La possession des moyens de production et d'échange ;
- Des employés à son service, dans les entreprises et à domicile ;
- Un patrimoine immobilier, financier, artistique et culturel ;
- L'importance de la famille, l'histoire, la fortune et les traditions sont transmises ;
- L'assujettissement à l'Impôt sur la Fortune Immobilière ;
- L'appartenance à des cercles, fondations, sociétés caritatives.

Nous savons que l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante. Plusieurs contradictions (ou mensonges) composent la pensée bourgeoise :

- Le libéralisme, comme étant le fonctionnement naturel de la société, l'individu comme cellule de base de l'initiative économique alors que la bourgeoisie possède une conscience et une solidarité de classe que le prolétariat n'a plus, elle place les intérêts communs au-dessus des intérêts spécifiques.



Carte des 100 sites industriels employant plus de mille ouvriers (2015)

- La concurrence, soi-disant libre et non faussée comme l'assurent les traités de l'Union Européenne, serait le moteur de l'innovation mais la réalité est le partage des marchés d'un commun accord, ou au terme de conflits, entre capitalistes.
- La prise de risques, les patrons se vantent une fois fortune faite d'avoir pris des risques pour en arriver là, ils oublient de mentionner que premièrement l'écrasante majorité ne sont pas partis de rien et possédaient déjà un capital, et deuxièmement des cabinets de gestion des risques travaillent pour eux.
- L'égalité devant la loi n'est pas l'égalité économique et sociale. Comme disait Marx et Engels dans le Manifeste : le pouvoir d'État moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. Les lois sont faites par et pour la bourgeoisie.
- La séparation des pouvoirs est une illusion quand on sait que tout l'appareil étatique est aux mains de la même classe. La concentration des pouvoirs est un outil de défense des intérêts communs de la classe bourgeoise.
- La démocratie représentative, le cirque électoral géré par les partis politiques, mais beaucoup de prolétaires connaissent le dicton : élections piège à cons, les taux d'abstention ces dernières décennies viennent le prouver.

En 2020	Part des députés en %	Part dans la population active occupée en %
Agriculteurs exploitants	2,7	1,9
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,5	6,3
Cadres supérieurs	76	17,1
Professions intermédiaires	6,3	25,6
Employés	4,6	28,3
Ouvriers	0	20,5

Comme une pieuvre qui étalerait ses tentacules, la bourgeoisie a étendu son pouvoir à toute la planète. Pour maintenir sa domination, elle s'assure que le prolétariat soit divisé et occupé à d'autres activités abrutissantes qui l'empêchent de prendre part à la lutte de classes. Les personnes acquises à la bourgeoisie permettent de créer, en premier lieu, un rempart défensif autour d'elle, ce sont évidemment les forces de répression, et tous les travailleurs œuvrant à sa protection idéologique, juridique et médiatique. Et deuxièmement, d'avoir une vision large (mais déformée par l'idéologie bourgeoise) de la réalité sociale pour mieux la façonner à son avantage, ce sont, entre autres, les fonctionnaires, les analystes, les espions, les comptables, les cabinets d'audit et de conseils.

Il ne faut évidemment pas tomber dans le complotisme ou la fascination, rien n'est jamais gagné d'avance. La bourgeoisie n'est ni toute puissante ni incompétente, c'est la classe qui est à l'initiative, qui prend les décisions, pour transformer et dominer le monde, mais elle doit composer avec la lutte de classe prolétarienne. Les luttes de pouvoir et les conflits d'intérêts internes sont aussi permanents.

Exemples d'organisations de la domination bourgeoise

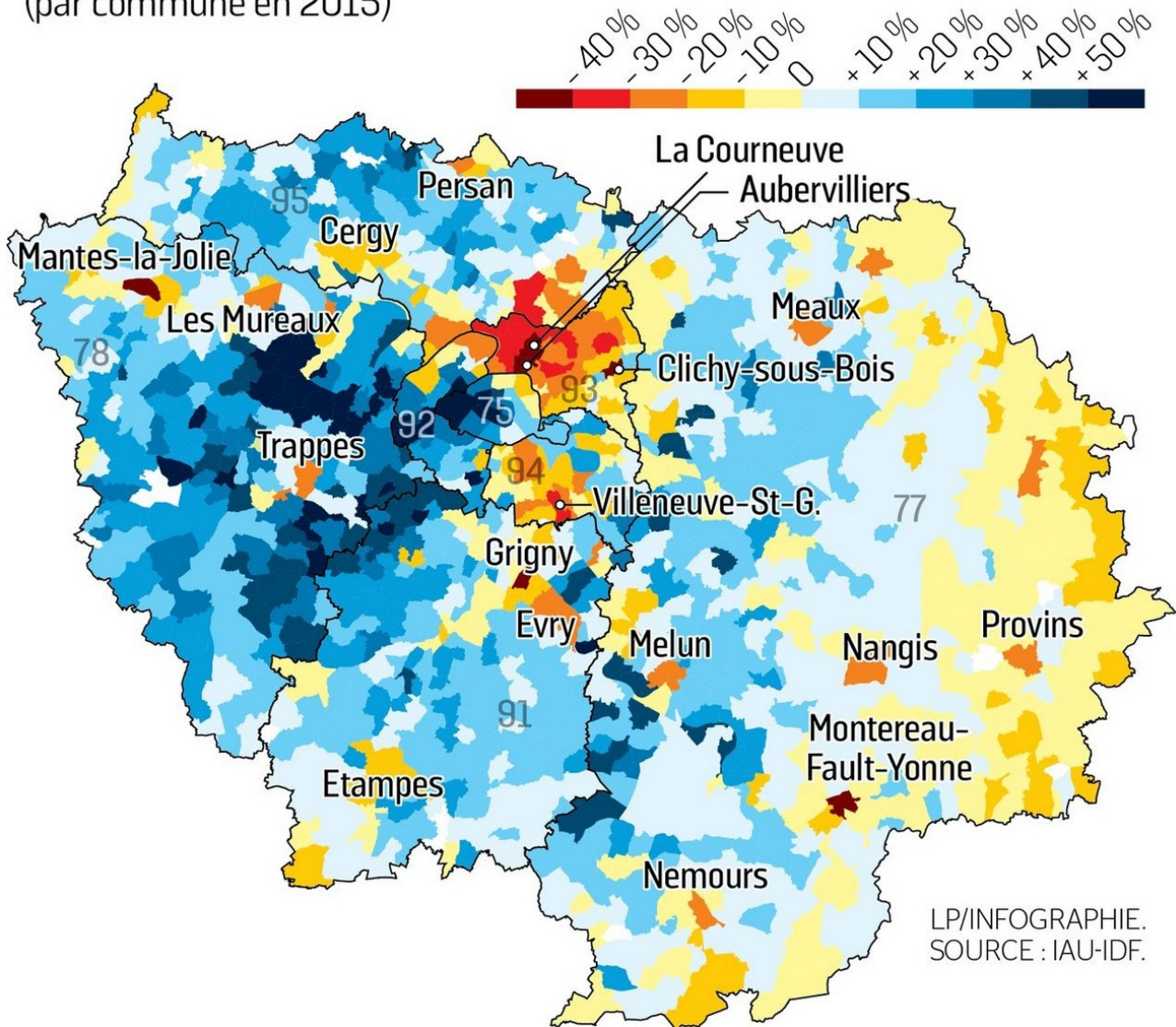
Institutions mondiales	Organisations des Nations Unies (Banque Mondiale, FMI, OIT, OMC, OMS...) OTAN OCDE G7, G20 Interpol
Institutions européennes	Union Européenne Banque Centrale Européenne Parlement Européen
Institutions nationales	État, gouvernement Assemblée Nationale, Sénat Police, armée Cours de justice Procureurs, magistrats
Institutions locales	Préfecture, conseils généraux Collectivités territoriales, conseils municipaux Police municipale
Entreprises	Patronat, management Conseil d'administration Syndicats

La bourgeoisie française s'est développée à partir du 17^{ème} siècle dans les villes et les ports grâce au commerce triangulaire, l'exploitation des esclaves dans les colonies et des prolétaires sur tous les continents. Elle accédera au pouvoir politique dans sa lutte féroce contre la noblesse qui prendra fin au 19^{ème} siècle devenant ainsi la nouvelle classe dominante. La bourgeoisie française, qui gère la sixième puissance mondiale, est hyper connectée au capital international depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et a gardé des liens d'exploitation privilégiés avec ses anciennes colonies en Afrique (notamment les groupes Bolloré, Orano et Total).

Il y aurait en France 1,2 millions de millionnaires et 39 milliardaires. Selon l'Observatoire des inégalités, les 1% les plus riches auraient un niveau de vie mensuel par personne supérieur à 6650 euros, et les 0,1% supérieur à 14800 euros. La concentration des richesses ne fait que s'accroître au fil des années. La bourgeoisie pratique l'entre soi dans certains lieux grâce à une sélection par l'argent (sur les prix de l'immobilier), comme par exemple : l'Ouest parisien, les Yvelines, les Hauts-de-Seine, Deauville, Ile-de-Ré, Arcachon, Biarritz, Chamonix, Annecy, Avoriaz, Cannes, Saint-Jean-Cap-Ferrat, la Côte-d'Azur, Saint-Tropez, Monaco, etc...

La carte des inégalités

Ecart par rapport au niveau de vie médian en Ile-de-France
(par commune en 2015)



Écart par rapport au niveau de vie médian en Île-de-France (2015)

3. Entreprises

Selon l'Insee en 2017, 3,9 millions d'entreprises composent le système productif marchand, hors secteurs agricole et financier. 257 grandes entreprises (GE) rassemblent 23 000 unités légales, emploient 3,4 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP), soit 26 % du total, et contribuent à 31 % de la valeur ajoutée (VA). À l'opposé, 3,7 millions de microentreprises (MIC) emploient 2,4 millions de salariés, soit 19 % du total et génèrent 20 % de la valeur ajoutée. Entre ces deux extrêmes, 5 700 entreprises de taille intermédiaire (ETI) et 148 000 petites et moyennes entreprises (PME) emploient respectivement 25 % et 30 % des salariés (EQTP) et génèrent 26 % et 23 % de la VA.

Selon l'Insee les entreprises publiques sont définies comme l'ensemble des sociétés directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des groupes dont la tête est détenue majoritairement par l'État. Fin 2017, l'État contrôle 1 751 sociétés françaises, dont 89 directement. Les 767 400 salariés travaillant dans ces sociétés représentent 3,1 % de l'emploi salarié en France. Près de 80 % des sociétés détenues majoritairement par l'État appartiennent aux trois plus grands groupes : La Poste, SNCF et EDF.

Analyse du tableau des 80 grandes entreprises françaises

1. Des actionnaires récurrents

Des fonds d'investissement et de gestion d'actifs américains, les plus présents sont The Vanguard Group (61/80), BlackRock (46/80) et The Capital Group Companies (20/80). La Norges Bank (Banque de Norvège), possédant le plus gros fond souverain au monde, est très présente aussi (61/80). Les plus gros fonds d'investissement et de gestion d'actifs français sont : Amundi (Crédit Agricole 28/80), Lyxor (Société Générale 17/80), BNP Paribas (14/80). Tous ces investisseurs ont des parts comprises entre 0,5 et 6%, ce sont des actionnaires minoritaires mais plaçant leurs billes dans de nombreuses entreprises.

Noms	Actifs sous gestion	Effectifs	Création	Siège social
BlackRock	7429 milliards \$	16200	1988	New York City
The Vanguard Group	6200 milliards \$	17600	1875	Malvern (Pennsylvanie)
The Capital Group Companies	2000 milliards \$	7800	1931	Los Angeles
Amundi Asset Management	1653 milliards €	5000	2010	Paris
Norges Bank Investment	1148 milliards \$	540	1996	Oslo
BNP Paribas Asset Management	408 milliards €	3000	2000	Paris
Lyxor Asset Management	306 milliards €	600	1998	Paris La Défense

L'État actionnaire est présent dans 33 entreprises, à travers ses trois filiales :

- L'Agence des Participations de l'État (APE)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)
- La Banque Publique pour l'Investissement (BPIFrance), détenue à 50% par l'État et 50% par la Caisse des Dépôts et Consignations

Dans notre tableau, les participations de l'État sont (en gras quand il est actionnaire majoritaire) :

Noms des entreprises	Agence des Participations de l'État	Caisse des Dépôts et Consignations	Banque Publique pour l'Investissement	Autres
Air France KLM	14,3%			
Airbus Group	11%			
AP-HP	100%			
CMA-CGM			7%	
CNP Assurances				La Banque Postale 62,13%
Danone		1,58%		
EDF	83,6%			
Engie	23,6%	2,62%		
France Télévisions	100%			
Groupe ADP	50,6%			
La Poste	34%	66%		
Lagardère		3,31%		
Limagrain			8%	
Michelin		1,51%		
Naval Group	62,25%			Thalès 35%
Orange	13,4%	1,71%	9,56%	
Orano	50%	9,9%		Areva 19,9%
Pernod Ricard		1,49%		
PSA			12,2%	
RATP	100%			
Renault	15%			
Safran	12%			
Sanofi		4,76%		
SNCF	100%			
Société Générale		2,41%		
STMicroelectronics			13%	CEA 0,75%
Suez				Engie 32,06%
Thalès	25,68%			
Valeo		2,13%	5,13%	
Vallourec			14,6%	
Veolia		5,88%		
Vivendi		1,87%		
Worldline			3,61%	

2. La forte présence du capital familial, de riches familles héritières

Beaucoup d'entreprises appartiennent à de riches familles héritières dont les membres se regroupent dans des holdings et possèdent la majorité du capital. Les fortunes accumulées sont transmises et gérées de génération en génération. Les secteurs les plus représentatifs sont : luxe, défense, armement, grande distribution, automobile.

Familles	Holdings	Entreprises	Fortunes en Mds € ⁱ
Arnault	Groupe Arnault, Financière Agache	LVMH, Christian Dior, Carrefour, Hermès	100
Besnier	Besnier	Lactalis, Parmalat	9,9
Bettencourt-Meyers	Téthys Holding	L'Oréal, Sanofi	51
Bich	MBD	Bic	1
Bolloré	Bolloré Participations, Financière de l'Odet	Bolloré, Vivendi, Lagardère	5,7
Bouygues	SCDM Participations	Bouygues, Alstom	2,8
Coisne-Roquette-Lambert	Colam Entreprendre	Sonepar	4,3
Dassault	Groupe Industriel Marcel Dassault	Dassault Systèmes, Dassault Aviation, Thalès	23,5
Decaux	JCDecaux Holding	JCDecaux	3,9
Del Vecchio	Delfin	EssilorLuxottica	20
Derichebourg	CFER	Derichebourg	0,19
Drahi	Patrick Drahi, A4	Altice Europe, Altice USA	12,5
Edelstenne	Charles Edelstenne	Dassault Systèmes, Dassault Aviation, Thalès	2,4
Hermès-Dumas-Guerrand	H51, H2	Hermès	55,5
Lagardère	Lagardère Capital & Management	Lagardère	0,18
Lescure	Venelle Investissement, Génération, Fédérative, HPP	Groupe Seb	1,95
Michelin	Mage Invest	Michelin	1,35
Moulin	Galfa	Galeries Lafayette, Carrefour	3
Mulliez	Association Familiale	Auchan, Saint-	26

	Mulliez, Soparsam	Maclou, Mobivia, Happychic, Agapes Restauration, HTM, Decathlon, Kiabi, Phildar	
Niel	Xavier Niel, Holdco	Iliad	9
Peugeot	FFP	Peugeot, Faurecia	3,2
Pinault	Financière Pinault, Groupe Artémis	Kering	32
Puech	Nicolas Puech	Hermès	4,8
Reinier-Coquet	Holdering Reinier	Onet	0,4
Ricard	Société Paul Ricard	Pernod Ricard	6
Rothschild	Edmond de Rothschild	Arkema, Seb	4,3
Saadé	Merit Corporation	CMA-CGM	4
Wertheimer	Alain et Gérard Wertheime	Chanel	53

3. La consanguinité des conseils d'administration

Les conseils d'administration des entreprises sont des lieux stratégiques dont les membres sont recrutés par cooptation, sauf pour les syndicalistes présents élus par les employés. On voit apparaître dans ces organes de décisions toutes les composantes de la bourgeoisie : la fusion des milieux d'affaires avec des personnages issus des cercles politiques, médiatiques, juridiques, du showbiz, du monde entier. On comprend ainsi qu'il n'y pas de frontières entre l'État et le Capital mais qu'ils sont bien les deux faces d'une même pièce. C'est un jeu de chaise musicale à grande échelle au sein d'une classe fermée sur elle-même. Nous avons choisi quatre profils types (non exhaustifs) pour illustrer le propos :

Noms	Anne-Marie Idrac	Patricia Barbizet	Nicolas Dufourcq	Jean-Pierre Clamadieu
Etudes	<ul style="list-style-type: none"> • Institut d'Etudes Politiques de Paris (1971) • Faculté de droit de Paris • ENA (1972-1974) 	<ul style="list-style-type: none"> • ESCP Business School de Paris (1976) 	<ul style="list-style-type: none"> • HEC Paris (1984) • ENA (1986-1988) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ecole Nationale Supérieure des Mines (1981-1983) • Ingénieur du Corps des Mines
	<ul style="list-style-type: none"> • Administratrice d'Air France KLM, Bouygues, Saint- 	<ul style="list-style-type: none"> • Administratrice de Pernod-Ricard, Total, AXA, Columbus 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de BPI France depuis 2013 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du conseil d'administration

Noms	Anne-Marie Idrac	Patricia Barbizet	Nicolas Dufourcq	Jean-Pierre Clamadiou
<p>Postes occupés en 2020</p> <p>Postes occupés en 2020</p>	<p>Gobain, Total</p> <ul style="list-style-type: none"> • présidente du Conseil d'orientation de l'Ecole des affaires Publiques de Sciences Po • Vice-présidente de la Fondation Robert Schuman 	<p> Holding</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présidente du Conseil d'Administration de la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris • Présidente de la holding Temaris & Associés 	<ul style="list-style-type: none"> • Vice-président du Conseil d'Administration de STMicroelectronics • Administrateur d'Orange, d'Euler Hermes Group 	<p>d'Engie, de l'Opéra National de Paris</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur d'Airbus, d'AXA
<p>Anciens postes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétaire d'État aux Transports (1995-1997) • Conseillère régionale d'IDF (1998-2002) • Députée des Yvelines (1997-2002) • PDG de la RATP (2002-2006) • PDG de la SNCF (2006-2008) • Secrétaire d'État au Commerce Extérieur (2008-2010) • Présidente du Conseil de Surveillance de l'aéroport Toulouse-Blagnac (2015-2018) 	<ul style="list-style-type: none"> • Directrice financière de Renault Crédit International (1984-1989) • Directrice financière du groupe Pinault (1989) • Directrice générale du groupe Artémis (1992-2017) • Présidente du Fonds Stratégique d'Investissements (2008-2013) • Chief executive officer de Christie's International (2014-2016) • Ancienne administratrice d'Air France, PSA, Bouygues, Kering, Fnac-Darty 	<ul style="list-style-type: none"> • Inspecteur des finances (1988-1992) • Directeur adjoint du cabinet du ministre des affaires sociales (1992-1993) • Chargé de mission chez France Telecom Orange (1994-2000) • PDG de Wanadoo (2000-2002) • Directeur délégué de Capgemini (2003) • Directeur général adjoint de Capgemini (2005-2012) 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller technique du Ministre du Travail (1983-1993) • Directeur chez Rhône-Poulenc (1993-1998) • Directeur général du Groupe Rhodia (2003-2011) • Administrateur de la SNCF (2008-2013), de Faurecia (2007-2018) • Président du comité exécutif et administrateur du Groupe Solvay (2012-2019)
<p>Appartenance politique</p>	UDF	MEDEF	PS	MEDEF

Noms	Anne-Marie Idrac	Patricia Barbizet	Nicolas Dufourcq	Jean-Pierre Clamadieu
<p>Associations</p> <p>Associations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Présidente de l'association France Logistique • Membre de l'Institut Jean Lecanuet 	<ul style="list-style-type: none"> • Présidente du Siècle (2017-2020) • Présidente du SGPI (2018) • Présidente du Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise, de l'Association Française des Entreprises Privées (2018) • Membre de la France-China Foundation 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur du ThinkThank En Temps Réel 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de France Industries • Vice-Président du Comité Exécutif du World Business Council for Sustainable Development • Président du Conseil Européen de l'Industrie Chimique (2014-2016), du conseil des Chefs d'entreprise France-Bésil du Medef International (2010-2015), de la Commission Développement Durable du Medef (2007-2014) • Membre de l'Institut Montaigne, de l'ERT, de l'ICCA, du Siècle
<p>Autres</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme du régime spécial de retraite des cheminots et mise en place du service minimum (2007) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ancien bras droit de François Pinault • Membre de la réunion 2019 du Groupe Bilderberg 	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme des retraites du personnel de France Telecom (1994) 	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration des groupes Rhodia et Solvay

4. La structure des grandes entreprises

Officiellement, les 80 entreprises du tableau emploient 2.762.466 personnes en France, majoritairement en CDI, mais c'est sans compter les intérimaires, les prestataires et les sous-traitants. Les grandes entreprises françaises sont des multinationales implantées sur les tous les continents. Elles sont connectées au marché mondial telles une toile d'araignée, possèdent des filiales, nouent des partenariats et sous-traitent avec d'autres boîtes pour la fabrication de certains produits ou pour certains services (chaîne de valeur mondiale).

Les patrons des grandes entreprises font appel au Big Four, les quatre plus grands groupes d'audit financier et de conseil en stratégie (Ernst&Young, Deloitte, PWC, KPMG), pour gérer au mieux leurs affaires (gestion des risques) dans un souci d'optimisation fiscale, afin de contourner les lois qui peuvent être contraignantes pour maximiser l'exploitation et les profits. Les patrons peuvent compter aussi sur des experts comptables et sur une organisation hiérarchique des entreprises avec des managers aux ordres.

Conseil d'administration		
Comité d'audit	Comité financier	Comité de rémunération et de gouvernance
Direction générale - Comité exécutif – Secrétariat général		
Direction commerciale marketing et communication	Direction des ressources humaines	Direction des opérations
Comptabilité et finances	Recherche, développement et formation	Logistique et production

5. Les clubs de la bourgeoisie

La bourgeoisie est hyper organisée, elle gère des dizaines d'associations qui sont autant de lieux de rencontres et de discussion pour modeler le monde selon ses intérêts, qu'ils soient généraux ou relevant d'une fraction de la bourgeoisie. Les déclinaisons ne manquent pas : cercle, club, comité, fondation, institut... Une myriade de groupes privés de réflexion (appelés aussi think tank, laboratoire d'idées), dans lesquels on ne peut rentrer que par cooptation, produisent des études orientant les décisions de la classe dominante. Toutes ces structures viennent s'ajouter aux traditionnels syndicats patronaux, chambre d'agriculture et chambre de commerce et d'industrie, en vue de faire du lobbying sur des entreprises, des institutions législatives et des décideurs politiques.

Ci-dessous la liste des associations présentes dans les CV des administrateurs des 80 entreprises du tableau.

Noms	Sigle	Site Internet
Académie de droit international de La Haye		https://www.hagueacademy.nl
Académie des Sciences Morales et Politiques		https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/
Académie des technologies		https://www.academie-technologies.fr/
Alliance Industrie du Futur		http://www.industrie-dufutur.org/
Association Anvie		https://anvie.fr/
Association des anciens élèves de l'École Polytechnique		https://ax.polytechnique.org/
Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon	AFPCIL	https://www.ucl.fr
Association Energie Jeunes		https://energiejeunes.fr/
Association Française des Entreprises pour l'Environnement	EpE	http://www.epe-asso.org/
Association Française des Entreprises Privées	AFEP	https://afep.com/
Association Française des Investisseurs Institutionnels	AF2I	https://www.af2i.org/
Association Française des Managers de la Diversité	AFMD	https://www.afmd.fr/
Association France Digitale		https://francedigitale.org/
Association Internationale du Transport Aérien	IATA	https://www.tfafacility.org
Association Nationale de la Recherche et de la Technologie	ANRT	http://www.anrt.asso.fr/fr
Association Nationale des Directeurs Financiers et de Contrôle de Gestion	DFCG	https://www.dfcg.fr/
Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales	CEPII	http://www.cepii.fr/
Cercle de l'Union Interalliée		https://union-interallee.fr/
Cercle de la Compliance		https://www.lecercledelacompliance.com/
Cercle des économistes		https://lecercledeseconomistes.fr/
Chambre de Commerce et	CCI Paris	https://www.cci-paris-idf.fr/

d'Industrie de Paris Ile-de-France	IDF	
Club De Paris		https://clubdeparis.org/
Club des Juristes		https://www.leclubdesjuristes.com/
Club des Trente		https://www.clubdes30.com/
Club Economique Franco-Allemand	CEFA	https://www.club-economique-franco-allemand.org/
Club Le Siècle		https://www.lesiecle.asso.fr/
Comité d'Echanges Franco-Japonais		https://cefj.org/
Comité Français de la Chambre de Commerce Internationale	ICC France	https://www.icc-france.fr/
Comité France Chine	CFC	https://www.comitefrancechine.com/
Confédération Nationale de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles	CNMCCA	
Conseil d'Orientation de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine	IHEAL CREDA	http://www.iheal.univ-paris3.fr/fr
Conseil de l'Agriculture Française	CAF	
Conseil Economique, Social et Environnemental	CESE	https://www.lecese.fr/
Conseil Economique, Social et Environnemental Régional d'Ile de France	CESER IDF	https://www.ceser-iledefrance.fr/
Conseil National de l'Industrie	CNI	https://www.conseil-national-industrie.gouv.fr/
European Round Table (Table ronde des industriels européens)	ERT	https://ert.eu/
Fédération des Agences d'Attractivité, de Développement et d'Innovation	CNER	http://www.cner-france.com/
Fédération des Investisseurs Individuels et des Clubs d'investissement	F2IC	https://www.f2ic.fr/
Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières	FSIF	https://fsif.fr/

Fédération Française des Associations d'Actionnaires Salariés et Anciens Salariés	FAS	https://www.fas.asso.fr/
Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles	FNSEA	https://www.fnsea.fr/
Fondation Adrienne et Pierre Sommer		https://fondation-apsommer.org/
Fondation de l'Ecole Polytechnique		https://www.polytechnique.edu/fondation/
Fondation Droit Animal, Ethique et Sciences		https://www.fondation-droit-animal.org/
Fondation Georges Besse		http://www.fondationbesse.com/
Fondation Gustave Roussy		https://www.gustaveroussy.fr/
Fondation la France s'engage		https://fondationlafrancesengage.org/
Fondation nationale des sciences politiques		http://www.sciencespo.fr/%C3%A0-propos/gouvernance-budget
Fondation pour l'audition		https://www.fondationpourlaudition.org/
Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International	FERDI	https://ferdi.fr/
Fondation Robert Schuman		https://www.robert-schuman.eu/
Fondation Royaumont		https://www.royaumont.com/
Fondation Serge Dassault		http://serge-dassault.fr/
Fondation Singer-Polignac		https://singer-polignac.org/
Fondation Un Avenir ensemble		https://www.legiondhonneur.fr/fr/page/la-fondation-un-avenir-ensemble/
France Industrie		https://www.franceindustrie.org/
French-American Foundationn		https://french-american.org/
Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales	GIFAS	https://www.gifas.fr/
Haut Conseil pour le climat	HCC	https://www.hautconseilclimat.fr/
Initiative France		https://www.initiative-france.fr/
Institut de l'Engagement		https://www.engagement.fr/
Institut de l'Entreprise		https://www.institut-entreprise.fr/
Institut de Relations Internationales et Stratégiques	IRIS	https://www.iris-france.org/
Institut des Actuaires		https://www.institutdesactuaires.com/

Institut Diderot		https://www.institutdiderot.fr/
Institut Européen d'Administration des Affaires	INSEAD	https://www.insead.edu/
Institut Français des Administrateurs	IFA	https://www.ifa-asso.com/
Institut Français des Relations Internationales	IFRI	https://www.ifri.org/
Institut Jacques Delors		https://institutdelors.eu/
Institut Montaigne		https://www.institutmontaigne.org/
Institut National de la Propriété Industrielle	INPI	https://www.inpi.fr/fr
International Council on Mining and Metals	ICMM	https://www.icmm.com/
International Financial Reporting Standards Foundation	IFRS Foundation	https://www.ifrs.org/
La Fabrique de l'industrie		https://www.la-fabrique.fr/fr/
Medef International		https://www.medefinternational.fr/
Mouvement des entreprises de France	MEDEF	https://www.medef.com/
Paris-Europlace		https://paris-europlace.com/fr
Société des amis du Musée du Quai Branly		https://www.amisquaibrantly.fr/
Union des Industries et Métiers de la Métallurgie	UIMM	https://uimm.lafabriquedelavenir.fr/industrie/
Unis Cité		https://www.uniscite.fr/
United Way Alliance		https://uwafrance.org/
World Business Council for Sustainable Development	WBCSD	https://www.wbcd.org/
World Materials Forum		https://worldmaterialsforum.com/home.html

6. Publiques ou privées, les entreprises françaises nous mènent une lutte sans pitié

Illustration par l'exemple avec LAFARGE et la SNCF

LAFARGE. Créée en 1833, l'entreprise française LAFARGEⁱⁱ est spécialisée dans la production et la vente de matériaux de construction, en particulier le béton (produit pour lequel elle est n°1 mondial). Marquée depuis ses origines par un paternalisme théocratique (chrétien), LAFARGE s'est illustrée par sa collaboration avec le III^{ème} Reich durant l'Occupation, contribuant notamment à la construction du Mur de l'Atlantique. Au sortir de la guerre et jusqu'en 1974, l'entreprise aura pour PDG Marcel DEMONQUE, catholique proche des jésuites et anticommuniste primaire, par ailleurs vice-président du CNPFⁱⁱⁱ jusqu'en 1965. Plus récemment, LAFARGE s'est signalée en finançant l'État Islamique en Syrie, sous l'égide de son directeur de la sécurité – le frontiste Jean-Claude VEILLARD – et avec l'accord tacite de la DGSI. L'argent n'ayant décidément pas d'odeur, LAFARGE a aussi proposé ses services en 2017 à l'administration TRUMP dans le cadre de la construction d'un mur entre les États-Unis et le Mexique. Le tableau ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas également la participation de LAFARGE à la destruction de l'environnement et des espèces animales, l'entreprise allant jusqu'à rejeter ses déchets toxiques dans la Seine à Bercy, au pied du ministère de l'Économie (tout un symbole).

SNCF. Créée en 1937, la Société nationale des chemins de fer français s'est, elle aussi, illustrée par sa collaboration zélée – en dépit de l'implication héroïque de nombreux cheminots dans la Résistance –, mettant son matériel et sa logistique au service de la politique de déportation et d'extermination de l'occupant nazi. Ouvertement engagée dans une logique de marché dans le prolongement de la directive de l'Union Européenne relative au développement de chemins de fer communautaires de 1991, la SNCF privilégie désormais les liaisons « rentables », fermant les autres lignes ou les laissant à l'abandon – quitte à provoquer, tel à Brétigny-sur-Orge en 2013, des accidents ferroviaires meurtriers. N'hésitant ni à malmenier ses propres salariés^{iv} ni à porter plainte contre ceux d'entre eux qui n'ont pas renoncé à l'action directe^v, la SNCF est bien une entreprise comme une autre.

Pourtant, à mesure que progresse le démantèlement de l'« État-providence » (du reste largement fantasmé), une armée de faussaires professionnels réécrit une histoire enchantée dans laquelle les grands monopoles publics – ces « champions nationaux » – devraient être avant tout un motif de fierté pour les travailleurs. N'en déplaise à ces rebuts citoyennistes / souverainistes / staliniens, à la lueur des exemples ci-dessus, il est pourtant clair que la férocité de la classe dominante ne reste pas cantonnée aux entreprises privées^{vi}, pas plus que la lutte des classes ne s'arrête aux portes des entreprises publiques.

De surcroît, outre le fait que les dirigeants / administrateurs de ces grands groupes sont issus des mêmes cursus^{vii}, il existe souvent entre ces entreprises des liens étroits de collaboration commerciale^{viii}... encore davantage renforcés par l'appartenance aux mêmes lobbys patronaux. Ainsi, le PDG de LAFARGE M. DEMONQUE fut-il président de l'ASTEF – une association, soutenue par la CNPF, dont étaient membres LAFARGE, mais aussi la SNCF, EDF, RENAULT, SCHNEIDER ou encore SAINT-GOBAIN.

Bibliographie sélective

- Benoît Collombat, Frédéric Charpier, Martine Orange, Erwan Seznec, David Servenay, « *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours, le vrai visage du capitalisme français* »
- INSEE, « Tableau de l'économie française 2020 »
- Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot, « *Sociologie de la bourgeoisie* »
- Noam Chomsky, « *Comprendre le pouvoir* », « *Qui mène le monde ?* »
- Observatoire des inégalités, « *Rapport 2019 sur les inégalités en France* », « *Rapport 2020 sur les riches en France* »
- Observatoire des multinationales, « *CAC 40 le véritable bilan annuel 2019* »
- Tom Ockers pour Arte, « *Ces financiers qui dirigent le monde – BlackRock* »



<https://garap.org>
Février 2021.

- i <https://www.challenges.fr/classements/fortune/2020/>
- ii Devenue LAFARGEHOLCIM en 2015.
- iii L'ancêtre du MEDEF.
- iv Cf. par exemple <https://www.streetpress.com/sujet/1490957364-suicide-d-edouard-agent-sncf> et <https://www.20minutes.fr/societe/757618-20110713-sncf-agent-contraint-enterrer-restes-college-saisi-prud-hommes>
- v Cf. <https://rnc.bfmtv.com/mediaplayer/video/greve-sncf-c-est-la-premiere-fois-qu-on-a-autant-d-actes-de-malveillance-1072589.html>
- vi Dont on imagine mal les dirigeants attendre sagement et passivement d'être expropriés à coup de *nationalisations* lors d'un prochain accès de fièvre stalino-étatiste !
- vii Jean-Pierre FARANDOU (SNCF) et Bertrand COLLOMB (LAFARGE) sortent des Mines de Paris ; Louis GALLOIS (SNCF), Bruno LAFONT (LAFARGE) et Baudouin PROT (LAFARGE) ont fait HEC Paris et l'ENA ; Guillaume PEPY (SNCF), Anne-Marie IDRAC (SNCF) et Michel ROLLIER (LAFARGE) sont diplômés de l'IEP Paris ; etc.
- viii Cf. <https://www.railpassion.fr/fret/011-12791-lafarge-veut-prendre-le-train/> et <https://www.usinenouvelle.com/article/lafarge-prend-le-train-du-grand-paris-express.N813905>